

**La NEWSLETTER du CLUB-ECEF
Engagement Citoyen, Fraternel
Trois exigences :
Citoyenneté, Caractère laïque,
Fraternité
Numéro 17 - Novembre 2023**



A voir dans ce Numéro 17

LES CHEMINS DU CLUB-ECEF

SUR LE CHEMIN DE THINK TANK VERS DO TANK

Une réflexion sur le présent et le futur

Annexe : Les contacts du CLUB-ECEF

LES INSTANCES TERRITORIALES

LE MAL-ETRE DES MAIRES

Une illustration de notre Chronique

Annexe : Appel aux lecteurs pour des mises en œuvre pionnières

LES CHEMINS DU CLUB-ECEF

SUR LE CHEMIN DE THINK TANK VERS DO TANK

Une réflexion sur le présent et le futur

Le chemin parcouru vers les propositions d'actions du CLUB-ECEF

« Contribuer à une meilleure intégration de chacun dans la Nation, par une plus grande reconnaissance réciproque entre la Nation et chacun, quelle que soit son origine, sa culture, sa religion ou mode de pensée... tant qu'elle ne s'oppose pas aux valeurs de la République. »

C'est l'objectif que s'est donné le CLUB-ECEF dans sa Charte. Cet objectif ne peut être réaliste que s'il existe suffisamment de convergences des valeurs que transmettent les religions à leurs fidèles avec celles que la République demande au citoyen d'appliquer sur le plan du vécu, de la relation à l'autre.

Les premiers travaux du CLUB-ECEF furent de faire une analyse documentée et constructive de ces convergences, comme inscrit dans le pitch de l'ouvrage « **République et Religions : des valeurs communes pour une fraternité partagée** » paru aux Editions Eyrolles en 2019.

C'était le préalable nécessaire à l'élaboration des propositions d'actions du CLUB-ECEF.

Pour ces propositions d'action, avec l'objectif de faire Nation, le CLUB-ECEF a choisi comme support les rites et cérémonies républicains et ceux des Religions, car rites et cérémonies sont le ciment pour faire société et donc Nation.

Leurs analyses n'ont pas permis, au jour d'aujourd'hui, de concevoir des propositions d'actions communes entre rite ou cérémonie républicains et rite ou cérémonie de religions.

Le CLUB-ECEF a donc orienté ses travaux vers les rites ou cérémonies républicains, de fait dans deux champs : les rites ou cérémonies citoyens, concernant faire Nation, et les rites ou cérémonies de passage concernant faire famille.

Le CLUB-ECEF a pris en considération, comme autres données pour élaborer des propositions d'actions, les évolutions de la société française dans les 50 dernières années avec en parallèle les évolutions ou non évolutions des rites ou cérémonies concernés.

Les propositions majeures du CLUB-ECEF à ce jour

Rite de passage : faire Famille

Les cadres familiaux ont explosé :

- le nombre de mariages civils a été divisé par deux au bénéfice des PACS et unions libres, voire de familles monoparentales, celui des mariages religieux a encore beaucoup plus diminué,
- le nombre de divorces, qui a doublé, et les nombreuses ruptures de PACS et unions libres font qu'un enfant sur deux qui naît aujourd'hui, verra, pendant qu'il est mineur, ses parents se séparer.

Les rites et cérémonies n'ont pas changé :

Il s'agit du mariage avec délivrance d'un livret de famille et transmission des devoirs parentaux. Il concerne aujourd'hui moins d'une famille parentale sur deux.

Hors mariage, lors de la naissance, le livret de famille n'est toujours délivré qu'à la mère par la mairie du lieu de naissance sans aucun cérémonial.

Un changement cependant, l'absence d'exigence de fidélité tant pour les PACS que pour les unions libres fait que le deuxième membre de la filiation doit déclarer reconnaître l'enfant, mais il ne lui est pas remis d'office le second exemplaire du livret de famille.

La proposition du CLUB-ECEF est donc :

L'instauration, dans les mairies du lieu de résidence, pour les premières naissances dans une filiation non mariée, de cérémonies collectives d'accueil des nouvelles familles parentales, avec la remise au deuxième membre de la filiation du second exemplaire du livret de famille, **cérémonie pouvant être suivie d'une cérémonie de parrainage civil**, non exclusif du parrainage religieux, afin que l'enfant dispose d'autres référents en cas de parents déficients, notamment suite à séparation.

Rite citoyen : faire Nation

Des cérémonies sont devenues défectueuses

Il s'agit de la cérémonie en préfecture de naturalisation pour les mineurs nés en France de parents étrangers. D'après la circulaire interministérielle, traitant des cérémonies de naturalisation au sein des préfectures, ces mineurs doivent y être invités. Ils sont plus de 30000 par an.

Le premier constat est que ce n'est pas le cas dans toutes les préfectures, notamment dans plusieurs de celles des dix départements présentant le plus de migration. Ce constat est d'autant plus négatif que cette cérémonie devrait comprendre pour ces mineurs et leurs parents des messages spécifiques car leurs parents restent étrangers avec le devoir de préparer leurs enfants à la citoyenneté française.

La proposition du CLUB-ECEF est donc :

L'instauration et la tenue effective de cérémonies de naturalisation spécifiques, en préfectures ou en mairies de résidence, pour les mineurs nés en France de parents étrangers, avec messages spécifiques pour les parents qui restent étrangers,

Coéducation citoyenne : faire Nation

La coéducation par parents et enseignants est devenue défectueuse

Le respect réciproque entre parents et enseignants est de moins en moins présent. La perte d'autorité des enseignants vis à vis des parents en est une des raisons. Elle découle entre autres de la

décision prise, il y a quelques décennies, que l'avis des enseignants pour le redoublement d'une classe par l'élève était soumis à l'approbation des parents.

La proposition du CLUB-ECEF pour contribuer à une meilleure coéducation est donc :

L'Instauration dans les établissements d'enseignement d'une cérémonie républicaine de rentrée scolaire, au bénéfice de la coéducation et de la transmission de valeurs de la citoyenneté, en complément de ce qui existe dans l'enseignement moral et civique, rassemblant élèves, enseignants et parents, car une classe est une petite France.

Données publiées par les instances étatiques sur la population de la France : pour une meilleure intégration

Des présentations divergentes

L'INSEE publie, encore le 19 avril 2023 pour définition d'un immigré le texte ci-après : « *Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées Françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. Certains immigrés ont pu devenir Français* » alors que le Haut Conseil pour l'Intégration, qui a établi cette définition a été dissout en décembre 2012.

Ses missions ont été reprises par la Direction Générale des Etrangers en France, créée en 2013. La DGEF classe les immigrés ayant acquis la nationalité française d'abord comme français.

La proposition du CLUB-ECEF pour une meilleure intégration des nouveaux français par acquisition est donc :

La Reconnaissance immédiate par toutes les instances étatiques des nouveaux français par acquisition comme français, avec suite dans l'environnement de vie du récipiendaire dont commune de résidence, établissement d'enseignement, le lieu d'activité...

Les propositions du CLUB-ECEF et leurs origines Face à l'immédiateté

Un décalage par rapport à la société d'aujourd'hui avec ses conséquences

Le constat sur la société française d'aujourd'hui est qu'elle est en fort décalage par rapport ce que vise les propositions du CLUB-ECEF tant pour faire Nation que faire famille et l'intégration, et la coéducation... Les conséquences en sont, de part notamment les manques sur le faire Nation et le faire famille, des événements négatifs telles les émeutes de fin d'été, tels les récents assauts collectifs contre des établissements publics ou privés, tel.....

Ainsi concernant ces émeutes, ont été mises en exergue les défaillances de l'autorité parentale, les manques d'éducation à la citoyenneté, les manques d'intégration.

Ainsi les mesures prises, comme il en est en général le cas pour tout événement négatif, ont été de l'ordre de renforcements des dispositifs de sécurité, de mesures de justices au regard des défaillances humaines constatées, ici parentales et autres.

Ces mesures sont nécessaires certes mais elles n'auront aucun effet de correction du décalage constaté, au contraire le répressif peut conduire au sentiment de rejet, voire à un refus d'intégration.

Certes au-delà des réactions des autorités publiques, il y a les actions des associations voire de certaines instances territoriales. Elles se situent beaucoup dans le champ de la fraternité et donc peuvent apaiser et les victimes des événements négatifs et ceux qui les ont produits et sont «punis».

Mais là aussi ces actions n'agissent nullement pour corriger le décalage constaté de la société avec ce que devrait être le faire Nation et le faire famille, elles le rendent plus acceptable, vivable ?

Un questionnement sur l'opportunité des actions

proposées : le chemin vers la correction du décalage

Le décalage entraîne aussi un questionnement sur l'utilité effective des actions proposées.

Cette utilité ne se situe pas dans l'immédiateté. L'objectif faire Nation, faire famille est à long terme. Il s'agit par les actions proposées de réduire à terme le décalage constaté et ses conséquences en événements négatifs.
Mais comment ?

Le CLUB-ECEF, de même que toute autre association, n'a pas ni la capacité, ni l'autorité pour mettre en œuvre ces propositions. Au niveau global, elles ne peuvent résulter que de recommandations ou décisions au niveau national. Au niveau des entités territoriales de la République (préfecture, mairie, établissement d'enseignement) certaines peuvent faire des progrès en œuvre pionnières mais ce ne peut en aucun cas devenir une généralisation.

Dès à présent le CLUB-ECEF recherche de telles instances territoriales qui se verraient pionnières.

Le mieux serait que les instances nationales engagent un projet de fond pour rompre ce décalage et que nos actions s'y intègrent. L'engagement de ce projet de fond ne devrait pas se faire en voulant remplacer les mesures correctrices mais si possible en assurant une cohérence globale.

NOTA : C'est avec cette finalité que le CLUB-ECEF initie, établit, développe les contacts :

- avec des instances ministérielles voire les ré-établit en cas de changement de gouvernement,
- depuis le deuxième semestre 2023, avec des parlementaires, sans oublier des instances territoriales pour des premières mises en œuvre.

Ceci est explicité dans l'annexe en fin de cette chronique.

Des amendements aux propositions du CLUB-ECEF dans le cadre d'un tel futur

Avec un tel projet de fond incluant les propositions d'actions du CLUB-ECEF, pour qu'il prenne tout son sens, le CLUB-ECEF est prêt à compléter ses propositions afin qu'il ne s'agisse plus seulement d'un événement mais que cet événement soit générateur de relations qui permettraient un accompagnement pour les concernés qui le souhaiteraient :

- que ce soit pour faire Nation, l'accompagnement des nouveaux français par acquisition et de leur environnement, par exemple,
- que ce soit pour faire famille, l'accompagnement vers le devoir parental par exemple, et ce dans les différents environnements de vie pouvant être concernés : commune, famille, lieu de travail, école...

Les propositions d'actions

ANNEXE

Les contacts initiés, établis, développés voire ré-établis par le CLUB-ECEF

Avec des parlementaires

Ces démarches furent engagées au deuxième trimestre 2023 en vue de validation et recommandation :

- avec la Députée Fanta Berete conduisant à une question écrite à la Secrétaire d'Etat à la Citoyenneté,
- avec le Député Sacha Houlié, président de la Commission des lois, également sur les propositions concernant les naturalisations,
- avec le Député Pierre Cazeneuve.

Avec des instances ministérielles

Ces démarches engagées depuis quelques années concernent :

- Olivier Klein, Délégué Interministériel à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT, Ancien Ministre
- le Secrétariat d'Etat à la Citoyenneté, devenu Secrétariat d'Etat à la Citoyenneté et à la Ville : les Cabinets,
- Le Ministère de l'Éducation Nationale : les Cabinets et la DGESCO (Direction Générale de l'Enseignement Scolaire)
- Le Ministère de la Justice : le Bureau de la Nationalité.

Le CLUB-ECEF prévoit de les engager très prochainement avec :

- Le Ministère délégué auprès du ministre de l'intérieur et des Outre-Mer, chargé des Collectivités territoriales et de la Ruralité,
- Le Ministère des solidarités et des familles.
(voir rubrique ci-après « La mal-être des maires - Une illustration de cette chronique »)

Sans oublier en instances territoriales

Des préfectures (Préfets Délégués à l'Égalité des Chances) dont quatre en Ile de France, faisant partie des dix départements de Métropole présentant le plus de migration.

Des associations de Maires :

- L'AMF, Association des Maires de France
- L'Association des Maires Ville et Banlieue de France
- L'Association des Maires de la Manche

[Le Site](#)

INSTANCES TERRITORIALES



LE MAL-ETRE DES MAIRES

Une illustration de notre Chronique

Chers lecteurs, vous venez de recevoir notre Newsletter N° 17. Dans toutes nos newsletters, nous vous avons informé du contenu de nos propositions d'actions, des cibles retenues pour leur mise en œuvre, des contacts pris et des avancées. La Chronique ci-dessus vous rappelle notamment le pourquoi et le comment de nos propositions d'actions.

Pour certaines de ces actions (dans les champs de la famille et de la citoyenneté), nous avons contacté des mairies, avec l'objectif de convaincre et de trouver des mairies pionnières qui accepteraient de mettre en œuvre tout ou partie de ces propositions. Nous avons été écoutés mais n'avons, pour l'instant, abouti à aucune mise en œuvre. Surcharge et ressources financières limitées nous sont indiquées comme les principaux freins à ces mises en œuvre.

Qu'apporte de plus, le 105ème Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France qui s'est tenu du 21 au 23 novembre 2023 au parc des expositions de la Porte de Versailles, à Paris, sous l'intitulé « Communes attaquées - République menacée ».

S'il a été question de surcharge et de besoin financier, des

dérèglements climatiques avec leurs effets désastreux, une autre question majeure a été : comment lutter contre la recrudescence des injures, incivilités, pressions, violences et agressions envers les maires et leurs familles ?

Cette situation a entraîné la démission de 1500 maires depuis 2020. De plus un tiers des maires actifs déclarent ne pas vouloir se représenter.

Pour le CLUB-ECEF, accepter que les maires s'effacent, s'éloignent devant la difficulté n'est pas la solution. Il faut que soient prises des mesures pour éradiquer les difficultés et conforter l'importance des communes : ce sont les plus petites divisions administratives de proximité donc les plus aptes à l'écoute, au dialogue et à la co-construction.

Dominique Faure, Ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité, intervient à ce sujet et déclare « qu'il vaut mieux sanctionner et prévenir ». Pour la sanction elle rappelle que le Sénat vient d'approuver la loi durcissant la répression en cas d'attaque à un élu. Pour la prévention, elle déclare aussi « être déterminée à prendre des mesures pour responsabiliser les parents sans supprimer les aides financières. Il s'agira d'un dialogue » mais revient vite à la sanction en ajoutant « sachant que les parents impliqués par leur progéniture encourent une sanction pénale pouvant aller jusqu'à 2 ans de prison ».

Quant à la Première Ministre, Elisabeth Borne, elle déclare dans son discours de clôture à ce congrès «...nous avons construit un plan national de lutte contre les violences faites aux élus. Son principe est simple : un meilleur accompagnement et une fermeté implacable contre les auteurs. Cette fermeté ne se paie pas de mots. Ce sont des actes : ceux qui s'en prennent à vous encourront désormais les mêmes peines que ceux qui agressent nos forces de l'ordre. » Outre l'accompagnement, il s'agit de sanction.

Le Constat du CLUB-ECEF est que la réponse consiste à mettre en œuvre essentiellement des mesures curatives basées sur la répression. Sans doute est-ce la solution pour ramener l'ordre républicain dans l'immédiateté mais elle reste sans effet pour le long terme. De plus ces mesures peuvent inciter des citoyens à la méfiance, à la défiance, voire conduire au repli identitaire et donc au rejet de l'autre plutôt qu'à son acceptation et ainsi fertiliser un champ pour de futures « émeutes ».

Bien que cités, les objectifs en prévention sont sans vrai contenu, en particulier ceux de responsabilisation des familles sont limités.

Le CLUB-ECEF plaide pour qu'à côté de ces mesures correctrices de court terme, les instances nationales initient un grand projet pour un retour durable à une société française apaisée. Les propositions d'actions du CLUB-ECEF pour faire famille (**cérémonie de création de la famille parentale**), pour faire Nation (**cérémonie de naturalisation, notamment pour les mineurs nés en France de parents étrangers**) sans oublier celle au bénéfice de la coéducation (**cérémonie républicaine de rentrée scolaire**) sont en cohérence avec un tel grand projet. Elles doivent y contribuer.

Si la Ministre déléguée, Dominique Faure citée supra, a marqué l'importance de la famille, comme le fait le CLUB-ECEF, nous notons aussi qu'Aurore Berger, Ministre des solidarités et des familles a déclaré : « Quand vous êtes ministre des enfants, vous êtes aussi la ministre qui soutient les parents. Je veux travailler sur la parentalité, à la fois sur les droits, mais aussi sur les devoirs et responsabilités ».

Le CLUB-ECEF prend en compte ces différentes déclarations dans ses préoccupations pour convaincre de la pertinence de ses propositions d'actions afin de progresser vers des mises en œuvre.

Le CLUB-ECEF prévoit donc de prendre contact avec ces deux ministres.

ANNEXE

Appel aux lecteurs pour des mises en œuvre pionnières

Ce chemin ne diminue en rien la volonté du CLUB-ECEF d'aller vers des mises en œuvre pionnières de ses propositions d'actions par les instances territoriales comme indiqué dans la Chronique

Nous réitérons donc notre appel à vous, chers lecteurs,

**Si vous êtes ou vous connaissez un maire, un maire adjoint, un directeur général des services,
Si vous êtes ou connaissez des membres de la direction d'un établissement scolaire,**

Et que vous êtes prêt à - ou que vous considérez que les personnes que vous connaissez sont aptes à - devenir pionniers dans la mise en œuvre d'une ou plusieurs de ces propositions,

Et tenez-nous informés de ces démarches : Proposition-Contribution@club-ecef.org

Merci d'avance d'accepter ce challenge.

RENCONTRE, EVENEMENTS à venir...



CALENDRIER du CLUB-ECEF 2023-2024

Mardi 16 janvier 2024:

Réunion des Commissions et Tout acteur : 18h à 20h

Mardi 26 mars 2024:

Réunion des Commissions et Tout acteur : 17h à 18h

Suivie de l'Assemblée Générale exercice 2023 : 18h à 20h

Mardi 22 mai 2024:

Réunion des Commissions et Tout acteur : 18h à 20h

Mardi 19 juin 2024:

Réunion des Commissions et Tout acteur : 18h à 20h

Maison des Associations de Neuilly-sur-Seine

5bis Villa Emile Bergerat

Il y sera traité et du Do tank et du Think tank.

Si vous êtes intéressé à contribuer à l'un ou l'autre de ces sujets :

- contactez - nous : contact@club-ecef.org
- nous vous inviterons à participer à ces réunions.

Envoyer un courrier : CLUB-ECEF Courrier des lecteurs
5bis Villa Emile Bergerat 92200 Neuilly-sur-Seine

Envoyer un courriel : courrierdeslecteurs@club-ecef.org

Votre courrier, courriel pourra être présenté en tout ou partie dans le site du CLUB-ECEF ou/et dans une prochaine Newsletter avec le commentaire du CLUB-ECEF.

REJOIGNEZ-NOUS



Cher Lecteur,

Si vous ne l'avez déjà fait, consultez et parcourez notre site internet afin de comprendre les motivations du CLUB ECEF, découvrir ses travaux et connaître ses propositions d'actions. Vous mesurerez alors combien il est important, pour que tous nos efforts aboutissent concrètement pour une meilleure intégration de chacun dans la Nation, que ce soit au niveau national et au niveau territorial (mairie, préfecture, établissement d'enseignement), d'être nombreux à les relayer, à donner des avis, à trouver des points d'application et à mettre en œuvre les actions instruites

Rejoignez-nous. Pour cela prenez contact avec nous.

Nous verrons ensemble le niveau d'implication le mieux adapté pour vous.

Adhérez

Contactez-nous

CLUB-ECEF - Neuilly-sur-Seine

Vous avez reçu ce message en tant que contributeur, soutien, correspondant, sympathisant... du CLUB-ECEF

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez à tout moment d'un droit d'accès, de rectification, et d'opposition aux données personnelles vous concernant.

Pour une **rectification**, nous adresser un mail contact@club-ecef.org ou un courrier CLUB-ECEF 5bis Villa Emile Bergerat 92200 Neuilly sur Seine.

Pour vous **désinscrire** définitivement de cette newsletter, veuillez cliquer sur " Me désinscrire"

Merci de ne pas répondre à ce message automatique d'envoi de la newsletter

[Me désinscrire](#)



© 2023- CLUB-ECEF